



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

25-09-2014

Air France : face à la mobilisation, le gouvernement et la direction manœuvrent en recul

La mobilisation massive des pilotes d'Air France, l'élargissement de la lutte aux personnels au sol font reculer les objectifs prévus par la direction de la compagnie et du gouvernement.

Petit retour arrière pour bien comprendre :

Air France était une compagnie de transport aérien appartenant à la nation depuis 1945.

Son développement spectaculaire a fait l'objet de convoitises multiples. En 1999 le gouvernement socialiste décide « d'ouvrir son capital » au privé.

Cette privatisation partielle a eu pour effet d'aiguiser les appétits des actionnaires et les premières mesures « d'économies » sont prises face à la « concurrence ». 4000 postes vont être supprimées.

En 2004 la privatisation est totale, l'État français devient actionnaire minoritaire, il possède 15,8 % du capital de l'entreprise.

Depuis, c'est la curée : suppressions d'emplois, achat de KLM, tentative avec Al Italia, développement de filiales à bas prix, la course aux profits s'accélère.

Sous prétexte de "concurrence", la saignée va être considérable. Un nouveau plan (Transform 2015) « d'économies » conduit à 5122 nouvelles suppressions d'emplois. Ce plan est signé par les syndicats sauf la CGT de l'entreprise qui n'a jamais cessé de se battre contre cette stratégie.

En quelques années 10 000 emplois ont disparus, les salaires ont diminués, les conditions de travail aggravées.

Mais les actionnaires en veulent encore plus, c'est bien connu, la course ne s'arrête jamais. Peu importent les conséquences.

Air France qui réalise un chiffre d'affaires de 7,21 milliards d'euros (2013), provisionne 216 millions pour financer les suppressions d'emplois. Les profits

nets (après déduction de toutes les dépenses) explosent. Ils passent de 491 millions en 2012 à 634 millions en 2013.

Dans une lettre adressée aux actionnaires en décembre 2013, le PDG d'Air France annonce un nouveau plan de suppression de 2800 postes jusqu'en 2015 pour accélérer le « retour de la rentabilité de l'entreprise » et fixe l'objectif d'augmenter de 8 à 10 % par an les profits en faisant 150 millions « d'économies » annuelles.

Dans cette lettre il annonce un « sureffectif » de 350 pilotes et 750 personnels de « cabine » (hôtesse de l'air) qui sera traité en 2014.

Il annonce également un énième plan (Perform 2020) lancé ce mois-ci (septembre 2014) pour développer Transalia-Europe, compagnie à bas prix (low-cost) et poursuivre la restructuration de l'entreprise.

Pour ce faire Air-France engage des négociations sur un « contrat de compétitivité » s'appuyant pour cela sur l'accord ANI (accord national interprofessionnel).

Les raisons de la lutte des personnels d'Air France ne manquent donc pas, les suppressions d'emplois, la baisse des salaires, les conditions de travail, les contrats de travail, la délocalisation des activités sont au centre des revendications.

Malgré le chantage exercé par la direction d'Air France et le gouvernement qui ne manque aucune occasion pour manifester sa solidarité avec les groupes capitalistes et sa haine des luttes, malgré les tentatives de division entre les catégories de personnels, la lutte n'a pas faibli, au contraire. Aujourd'hui, la direction d'Air France et le gouvernement, face à la mobilisation manœuvrent en recul, mais les revendications sont toujours d'actualité.

Communistes soutient la lutte des personnels d'Air France, car elle pose la question fondamentale de la création d'un grand service public, d'une politique publique des transports.

Pour résoudre cette question, il faut chasser les actionnaires de cette entreprise, donner à la compagnie un statut national, définir une politique nationale des transports. Il n'y a que la lutte pour y parvenir.